

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 2907

[C — 2000/27502]

**26 OCTOBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon  
octroyant un subside aux entreprises qui réalisent des investissements  
ayant pour but de faciliter le développement du transport par voies navigables**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2000;

Vu les lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12, alinéa 3;

Vu l'approbation de la Commission européenne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 octobre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées, du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le précédent plan wallon d'aides au transport par voies navigables qui produisait ses effets à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996 a fait l'objet de modifications en fonction d'un nouveau plan couvrant les années 2000 à 2003;

Considérant que la présente mesure a fait l'objet d'une approbation par la Commission européenne en date du 6 septembre 2000 et qu'elle produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000, il est nécessaire de prendre des mesures sans retard afin que la batellerie wallonne poursuive ses adaptations avec efficacité et avec la compétitivité requise suite à la libéralisation du marché au sein de l'Union européenne;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E. de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Toute personne physique ou toute personne morale constituée sous forme de société commerciale, ci-après dénommée « l'entreprise », peut bénéficier, annuellement, d'un subside représentant 30 % du montant de l'investissement, sans que ce subside annuel n'excède 5 000 000 de francs par entreprise.

**Art. 2.** Peut bénéficier d'un subside l'entreprise qui réalise des investissements neufs dans des équipements fixes ou mobiles de superstructure nécessaires au transbordement, à l'exclusion des camions.

Ces investissements doivent constituer un ensemble d'opérations et de dépenses devant nécessairement figurer à l'actif du bilan dans la rubrique « immobilisés ».

Le montant des investissements éligibles doit s'élever, au minimum, à 1 000 000 de francs.

**Art. 3.** L'entreprise sollicitant un subside doit respecter les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité, ainsi que les législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

L'entreprise doit, en outre, respecter l'ensemble des dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels reprises dans la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

L'entreprise s'engage à réaliser et à conserver un accroissement de tonnage supplémentaire de transport par voie d'eau pendant quatre ans à l'issue de l'année qui suit la réalisation des investissements.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'entreprise introduit un dossier auprès de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, ci-après dénommée « l'administration » dans un délai de trois mois à dater du début des investissements.

Il y a lieu d'entendre par début des investissements, la date de la première facture. Des factures enregistrées avant le délai de trois mois visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être acceptées par le Ministre de l'Economie et des P.M.E. ou le Directeur général de l'administration dans des cas exceptionnels et dûment justifiés.

§ 2. L'administration transmet le dossier à l'Office de Promotion des Voies navigables afin que celui-ci fixe le tonnage supplémentaire de transport par voie d'eau auquel l'entreprise doit s'engager.

§ 3. Les investissements doivent être terminés au plus tard vingt-quatre mois après la date de l'introduction du dossier.

**Art. 5.** Le Ministre de l'Economie et des P.M.E., ou le fonctionnaire délégué, notifie sa décision à l'entreprise, laquelle stipule, notamment, le tonnage supplémentaire de transport par voie d'eau que l'entreprise s'engage à réaliser et à maintenir.

**Art. 6.** Le versement du subside est subordonné à la demande de l'entreprise, qui ne peut intervenir qu'après réalisation et paiement de la totalité des investissements et pour autant qu'elle respecte les conditions visées à l'article 3, alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 7.** Tout versement du subside est subordonné au contrôle de la réalisation des investissements par l'administration. Ce contrôle est effectué en collaboration avec l'Office de Promotion des Voies navigables, soit sur base de pièces transmises par l'entreprise, soit sur place.

L'administration contrôle également la condition visée à l'article 3, alinéa 3. Dans le cas où le tonnage n'est pas réalisé durant la période visée à l'article 3, alinéa 3, le subside doit être restitué.

**Art. 8.** L'entreprise ayant bénéficié du subside doit le restituer si dans un délai de cinq ans à partir de la date de la fin de la réalisation des investissements, elle n'utilise pas, aliène ou cesse d'utiliser aux fins et conditions prévues, les investissements ayant fait l'objet du subside.

**Art. 9.** A titre transitoire, pour l'année 2000, l'entreprise peut introduire un dossier sans qu'il soit tenu compte du délai de trois mois fixé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2003.

**Art. 11.** Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 octobre 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 2907

[C — 2000/27502]

**26. OKTOBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Gewährung eines Zuschusses an die Unternehmen, die Investitionen tätigen,  
um die Entwicklung des Transports auf schiffbaren Wasserstraßen zu erleichtern**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1999 zum allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2000;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, Absatz 3;

Aufgrund der Zustimmung der Europäischen Kommission;

Aufgrund des am 24. Oktober 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der vorangehende wallonische Plan zur Förderung des Transports auf schiffbaren Wasserstraßen, der ab dem 1. Januar 1996 wirksam geworden war, Gegenstand von Abänderungen aufgrund eines neuen, die Jahre 2000 bis 2003 deckenden Planes gewesen ist;

In der Erwägung, dass die vorliegende Maßnahme am 6. September 2000 Gegenstand einer Zustimmung der Europäischen Kommission gewesen ist, und dass sie ab dem 1. Januar 2000 wirksam wird, ist es notwendig, unverzüglich Maßnahmen zu treffen, damit sich die wallonische Binnenschifffahrt weiterhin wirkungsvoll und mit der verlangten Wettbewerbsfähigkeit infolge der Liberalisierung innerhalb der Europäischen Union anpasst;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der KMB, der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

**Artikel 1** - Jede natürliche oder jede in der Form einer Handelsgesellschaft gegründete juristische Person, nachstehend «der Betrieb» genannt, kann jährlich in den Genuss eines Zuschusses gelangen. Dieser beläuft sich auf 30 % des Betrags der Investition, ohne dass dieser jährliche Zuschuss 5 000 000 BEF pro Betrieb übersteigt.

**Art. 2** - Der Betrieb, der Neuinvestitionen für feststehende oder bewegliche Überbauausrüstungen, die für das Umladen notwendig sind, mit Ausnahme von Lastkraftwagen, tätig, kann in den Genuss eines Zuschusses gelangen.

Diese Investitionen müssen eine Reihe von Geschäften und Aufwendungen bilden, die unbedingt auf der Aktivseite der Bilanz unter der Rubrik «Anlagevermögen» angeführt sein müssen.

Der Betrag der zuschussfähigen Investitionen muss sich auf mindestens 1 000 000 BEF belaufen.

**Art. 3** - Der Betrieb, der einen Zuschuss beantragt, muss den für die Ausübung seiner Tätigkeit geltenden gesetzlichen Bestimmungen, sowie den steuerlichen, sozialen und umweltbezogenen Rechtsvorschriften und Regelungen genügen.

Der Betrieb muss außerdem alle in dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen angeführten Bestimmungen in Bezug auf die Buchhaltung und die Jahresabschlüsse einhalten.

Der Betrieb verpflichtet sich, während vier Jahren nach dem Ende des Jahres, das auf die Tätigkeit der Investitionen folgt, eine Zunahme der Beförderungsmenge auf schiffbaren Wasserstraßen zu erzielen und die zusätzliche Beförderungsmenge aufrechtzuerhalten.

**Art. 4** - § 1. Der Betrieb reicht einen Antrag bei der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region, weiter unten «die Verwaltung» genannt, innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Beginn der Investitionen ein.

Unter Beginn der Investitionen ist das Datum der ersten Rechnung zu verstehen. Vor der in Absatz 1 erwähnten dreimonatigen Frist eingegangene Rechnungen können in außergewöhnlichen und ordnungsgemäß begründeten Fällen durch den Minister der Wirtschaft und der KMB oder den Generaldirektor der Verwaltung angenommen werden.

§ 2. Die Verwaltung übermittelt die Akte dem «Office de Promotion des Voies navigables» (Amt zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen), damit es die zusätzliche Beförderungsmenge auf schiffbaren Wasserstraßen, zu der sich der Betrieb verpflichten muss, festlegt.

§ 3. Die Investitionen müssen spätestens vierundzwanzig Monate nach dem Datum der Einreichung der Akte abgeschlossen sein.

**Art. 5** - Der Minister der Wirtschaft und der K.M.B. oder der dazu beauftragte Beamte stellt dem Betrieb seine Entscheidung zu, in der die zusätzliche Beförderungsmenge auf schiffbaren Wasserstraßen, zu deren Durchführung und Aufrechterhaltung sich der Betrieb verpflichten muss, angegeben wird.

**Art. 6** - Der Zuschuss wird nur ausbezahlt, nachdem der Betrieb den Antrag eingereicht hat, der erst nach Ausführung und Bezahlung der Gesamtheit der Investitionen und soweit die in Artikel 3, Absätze 1 und 2 erwähnten Bedingungen beachtet werden, erfolgen darf.

**Art. 7** - Jegliche Auszahlung des Zuschusses unterliegt der Kontrolle der tatsächlichen Durchführung der Investitionen durch die Verwaltung. Diese Kontrolle erfolgt in Zusammenarbeit mit dem «Office de Promotion des Voies navigables», dies entweder auf der Grundlage der durch den Betrieb übermittelten Belege oder an Ort und Stelle.

Die Verwaltung überprüft ebenfalls die Beachtung der in Artikel 3, Absatz 3, angeführten Bedingung. Wird die Beförderungsmenge während des in Artikel 3, Absatz 3 erwähnten Zeitraums nicht erreicht, ist der Zuschuss zurückzuerstatten.

**Art. 8** - Der Betrieb, der in den Genuss eines Zuschusses gelangt ist, hat diesen in einer Frist von fünf Jahren ab dem Datum des Abschlusses der Investitionen zurückzuerstatten, wenn er die Investitionen, für die der Zuschuss gewährt wurde, nicht benutzt, veräußert oder nicht mehr zu den vorgesehenen Zwecken und Bedingungen benutzt.

**Art. 9** - Durch eine Übergangsmaßnahme für das Jahr 2000 kann der Betrieb eine Akte einreichen, ohne dass dabei die in Artikel 4, § 1 festgesetzte Frist von drei Monaten berücksichtigt wird.

**Art. 10** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar wirksam und wird am 31. Dezember 2003 außer Kraft treten.

**Art. 11** - Der Minister der Wirtschaft und der K.M.B. wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Oktober 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B.,  
der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 2907

[C — 2000/27502]

**26 OKTOBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering  
waarbij een subsidie wordt toegekend aan bedrijven die investeren  
in een gemakkelijker ontwikkeling van het vervoer over de bevaarbare waterwegen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 december 1999 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2000;

Gelet op de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, derde lid;

Gelet op de goedkeuring door de Europese Commissie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 24 oktober 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het voorgaande Waalse plan voor tegemoetkomingen inzake vervoer over de bevaarbare waterwegen dat vanaf 1 januari 1996 uitwerking had, gewijzigd werd met het oog op een nieuw plan dat de jaren 2000 tot en met 2003 bestrijkt;

Overwegende dat deze maatregel goedgekeurd werd door de Europese Commissie de dato 6 september 2000 en dat bedoelde maatregel uitwerking heeft vanaf 1 januari 2000, dat daarom onverwijld maatregelen dienen te worden getroffen zodat de Waalse schipperij zich verder doeltreffend kan aanpassen aan de context van concurrentie die het noodzakelijk gevolg is van de liberalisering van de markt in de Europese Unie;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

**Artikel 1.** Elke natuurlijke persoon, evenals elke rechtspersoon onder de vorm van een handelsvennootschap, hierna « bedrijf » genoemd, kunnen jaarlijks aanspraak maken op een subsidie ter hoogte van 30 pct. van het geïnvesteerde bedrag, zonder dat die jaarlijkse subsidie het bedrag van 5 000 000 frank per bedrijf mag overschrijden.

**Art. 2.** Recht op een subsidie hebben bedrijven die investeren in nieuwe vaste of mobiele niet-infrastructurele uitrustingen voor het verladen van vrachten, vrachtwagens uitgesloten.

Bedoelde investeringen moeten een geheel aan verrichtingen en uitgaven vormen die opgenomen dienen te worden in de activa van de balans onder de rubriek « vaste activa ».

De investeringen die daar in aanmerking voor kunnen komen, moeten minstens 1 000 000 frank bedragen.

**Art. 3.** Bedrijven die een subsidie aanvragen, moeten de wetsbepalingen die hun bedrijfsactiviteit regelen, naleven, alsook alle wetsbepalingen en regelgevingen inzake belastingen, sociale en milieuzaken.

Bovendien dienen alle bepalingen inzake boekhouding en jaarrekeningen zoals vervat in de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen worden nageleefd.

Elk bedrijf verbindt zich wat de over de bevaarbare waterwegen vervoerde vracht betreft ertoe zijn tonnenmaat te verhogen en die verhoogde tonnenmaat te behouden over de periode van vier jaar na het jaar waarop geïnvesteerd werd.

**Art. 4.** § 1. Elk dossier moet worden ingediend bij het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, hierna « bestuur » genoemd, in een termijn van drie maanden vanaf het tijdstip waarop met de investeringen aangevangen werd.

Onder het tijdstip waarop met de investeringen aangevangen werd, dient de datum te worden verstaan waarop de eerste factuur werd opgesteld. Bij wijze van uitzondering en indien behoorlijk gestaafd kunnen ook facturen die vóór de termijn van drie maanden bedoeld in het eerste lid geregistreerd werden, door de Minister van Economie en K.M.O.'s of de directeur-generaal van het bestuur worden aanvaard.

§ 2. Het dossier wordt door het bestuur overgemaakt aan het « Office de Promotion des Voies navigables » (Dienst voor de bevordering van de bevaarbare waterwegen), dat zodoende de verhoogde tonnenmaat vast kan stellen van de over de bevaarbare waterwegen vervoerde vracht waartoe het bedrijf zich moet verbinden.

§ 3. De investeringen moeten afgesloten zijn ten laatste vierentwintig maanden na de datum waarop het dossier werd ingediend.

**Art. 5.** De Minister van Economie en K.M.O.'s of de afgevaardigd ambtenaar stellen het bedrijf in kennis van de getroffen beslissing, waarin onder andere de verhoogde tonnenmaat meegedeeld wordt van de over de bevaarbare waterwegen vervoerde vracht waartoe het bedrijf zich moet verbinden.

**Art. 6.** Gestort wordt de subsidie pas na aanvraag door het bedrijf, dat de subsidie pas krijgt na verwezenlijking en betaling van elke investering en voor zover de voorwaarden bedoeld in artikel 3, eerste en tweede lid worden nageleefd.

**Art. 7.** Gestort wordt de subsidie pas nadat het bestuur nagekeken heeft of de investeringen werden verwezenlijkt. Geverifieerd wordt in samenwerking met het « Office de Promotion des Voies navigables », wat ofwel ter plaatse ofwel met behulp van alle door het bedrijf overgemaakte stukken gebeurt.

Het bestuur kijkt ook na of de voorwaarde bedoeld in artikel 3, derde lid werd nageleefd. Indien niet aan de eis inzake de tonnenmaat werd voldaan over de periode bedoeld in artikel 3, derde lid, moet de subsidie worden teruggestort.

**Art. 8.** Bedrijven die een subsidie kregen zonder dat ze er in een termijn van vijf jaar vanaf de datum waarop de investeringen werden afgesloten, gebruik van hebben gemaakt, of indien ze de investeringen afstoten dan wel ophouden er met de doeleinden en tegen de voorwaarden zoals bedoeld van gebruik te maken, moeten de subsidie terugstorten.

**Art. 9.** Bij wijze van overgangsmaatregel mogen bedrijven voor het jaar 2000 hun dossier indienen zonder dat rekening wordt gehouden met de termijn van drie maanden zoals vastgesteld in artikel 4, § 1.

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2000 en zal niet meer van toepassing zijn op 31 december 2003.

**Art. 11.** De minister van Economie en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 oktober 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA



F. 2000 — 2908

[C – 2000/27501]

**26 OCTOBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 portant exécution du décret programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 du Conseil régional wallon attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, modifié par le décret programme du 16 décembre 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 portant exécution du décret programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 octobre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 octobre 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité d'accorder pour l'année 2000 encore, aux services de médiation de dettes privés ayant traité un nombre suffisant de dossiers, une subvention leur permettant d'exercer leurs activités dans des conditions correctes;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.